

Brochure n° 3355

Convention collective nationale

IDCC : 2717. – **ENTREPRISES TECHNIQUES**
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÈNEMENT

■ *Journal officiel* du 25 février 2009

**Arrêté du 16 février 2009 portant extension d'un accord national
professionnel conclu dans le secteur des entreprises techniques
au service de la création et de l'événement**

NOR : MTST0903952A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'accord national professionnel du 31 juillet 2008 instituant des garan-
ties collectives et obligatoires décès, incapacité, invalidité mutualisées conclu
dans le secteur des entreprises techniques au service de la création et de
l'événement ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 19 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
6 février 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du
31 juillet 2008 instituant des garanties collectives et obligatoires décès, inca-
pacité, invalidité mutualisées conclu dans le secteur des entreprises tech-
niques au service de la création et de l'événement, les dispositions de
l'accord national professionnel susvisé.

Les termes : « avant l'âge de 65 ans » de l'article 3.1.3 sont exclus comme contraires aux dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail.

L'article 4.2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, qui pose en son premier alinéa le principe de l'adhésion obligatoire à l'organisme assureur désigné et au dernier alinéa l'obligation d'adapter les couvertures d'entreprises souscrites antérieurement et offrant des garanties de niveau équivalent.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.